

International

LE MGIMO : FABRIQUE RUSSE DE LA CONFRONTATION AVEC L'EUROPE

Romain Keppenne

24/06/2026

Tandis que l'Ukraine continue de se battre jour après jour pour sa survie, une partie du débat public français réfléchit déjà aux modalités d'une normalisation des relations avec Moscou. Pourtant, au cœur même des institutions clés formant les élites diplomatiques russes, l'idée d'une confrontation durable avec l'Europe est désormais largement intégrée, comme l'analyse Romain Keppenne¹.

Il existe en France, peut-être plus qu'ailleurs en Europe, une frange significative de l'opinion qui, alors même que l'Ukraine bataille encore jour après jour pour sa survie, songe déjà aux modalités d'une reprise du dialogue et des échanges avec la Russie, comme si les douze dernières années d'agression du voisin et « frère » ukrainien n'avaient jamais existé².

Les positionnements de cette nature, qui en France semblent étrangement faire l'unanimité aussi bien dans les rangs de La France insoumise (LFI) que dans de nombreux milieux de droite et d'extrême droite, s'accompagnent bien volontiers d'un discours rappelant que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a volontairement franchi le Rubicon en 2008 en osant envisager l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'alliance³. Un positionnement qui – nuancé ou non d'une incise sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – contribue à légitimer l'agression russe et les narratifs qui la sous-tendent.

Tandis que la Russie, à la peine sur le champ de bataille ukrainien, accentue chaque jour un peu plus ses menaces envers l'Europe⁴, un terreau pro-russe est méticuleusement entretenu par certains acteurs structurants de l'écosystème médiatique français, et une galaxie d'acteurs hétéroclites est à l'œuvre pour banaliser une posture de complaisance vis-à-vis de la Russie – souvent au nom de la liberté d'expression, sans égard pour **ce que celle-ci est devenue en Russie** au cours des quatre dernières années.

La récente polémique d'ampleur nationale concernant les interventions médiatiques de Xenia Fedorova⁵ illustre à quel point une partie significative des médias français se refuse encore à concevoir la guerre russe en Ukraine comme une agression aux desseins impérialistes, portant bien au-delà du seul territoire ukrainien.

On peut certes appeler, comme Arnaud Lagardère, au « respect des deux belligérants », mais encore faut-il pour cela reconnaître que c'est bel et bien une guerre – et non une « opération militaire spéciale » – que la Russie mène en Ukraine⁶.

On peut certes souhaiter, comme Jean-Luc Mélenchon, la réintégration de la Russie dans le « concert européen », mais encore faudrait-il pour cela que celle-ci le souhaite également.

Mon expérience personnelle conforte au contraire la thèse selon laquelle l'État russe et ses élites ont préparé de long cours les termes narratifs et idéologiques nécessaires à un conflit prolongé avec le désigné « Occident collectif⁷ », et je ne peux donc lire ces divers appels à l'apaisement que comme des vœux pieux bien mal informés.

J'ai étudié au MGIMO, l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, lors de l'année académique 2017-2018, et suis rentré de cet échange convaincu de l'hostilité structurelle de l'État russe envers l'Union européenne (UE). L'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022 n'a pu que consolider cet état de fait, déjà prégnant lorsque j'étais à Moscou il y a maintenant huit ans⁸.

Alors que l'Ukraine entre dans sa cinquième année de lutte à grande échelle pour survivre en tant que nation, il semble utile de partager cette expérience académique. Le MGIMO formant les élites diplomatiques de la Fédération de Russie, l'institution dénote donc à mon sens les perspectives que nous pouvons réalistement escompter dans nos relations avec l'État russe tant qu'aucun changement majeur n'aura eu lieu à son sommet.

Cela ne signifie pas que tout effort de désescalade soit inutile et voué à l'échec. Cependant, il me semble important de contester vivement l'idée qu'une levée des sanctions envers la Russie et quelques paroles d'apaisement diplomatique pourront constituer une solution en soi. La guerre d'agression russe en Ukraine se terminera, il faut le souhaiter, par la diplomatie, mais la précipitation vers un apaisement précoce ne ferait que sacrifier la capacité de dissuasion de l'Europe sans apporter la moindre garantie de paix et de stabilité.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Le MGIMO : creuset idéologique des futures élites diplomatiques russes

Surnommé le « Harvard russe » par Kissinger selon certaines sources, il serait en réalité plus exact de comparer le MGIMO à l'université américaine de Georgetown, ou encore à Sciences Po, pour un équivalent français – à cela près que le MGIMO est placé sous tutelle directe du ministère des Affaires étrangères russe. Fondé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le MGIMO a formé depuis de larges pans de l'élite diplomatique du pays. À titre d'exemple, l'actuel ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en est sorti diplômé en 1972 et a mené depuis la carrière qu'on lui connaît.

Le MGIMO incarne une Russie qui parle encore de la Seconde Guerre mondiale en termes glorieux : c'est la fameuse « Grande Guerre patriotique⁹ ». Chaque nation a son monolithe concernant la Seconde Guerre mondiale mais, d'un pays à l'autre, celui-ci s'accompagne de plus ou moins de nuance : en France, le récit national de la résistance est vécu comme intrinsèquement lié à la mémoire moins glorieuse de la collaboration de masse. En Russie, le récit national est nettement plus manichéen : c'est celui d'une victoire totale du bien contre le mal. On y fait généralement fi du Pacte germano-soviétique de 1939¹⁰ pour mieux célébrer la résistance à l'envahisseur nazi et saluer la victoire sur l'Allemagne hitlérienne, rendue possible par le prix du sang concédé par le peuple russe. Ainsi, dans certains bureaux du MGIMO, il est encore parfaitement normal de se retrouver soudain nez à nez avec un grand portrait de Staline¹¹, au détour d'une démarche administrative quelconque de la vie estudiantine.

Depuis 2014, la liberté académique est toute relative dans les couloirs du MGIMO, puisque des propos polémiques quant à l'annexion de la Crimée peuvent vous coûter votre emploi et votre réputation, à l'instar du professeur de philosophie Andreï Zubov, exclu pour avoir comparé le « référendum » russe de 2014 en Crimée à l'Anschluss¹² allemand de 1938.

J'ai pu éprouver moi-même ce contrôle strict exercé au MGIMO sur toute production académique, même mineure : de larges segments de mes copies étaient régulièrement biffés à l'encre rouge, car ne « reflétant pas la position officielle du ministère des Affaires étrangères ». La cause de cette

censure était souvent évidente, par exemple quand je citais abondamment des sources attestant de la présence de troupes russes en Crimée (les célèbres « petits bonshommes verts ») lors du référendum supposé libre de mars 2014¹³.

Dès que le discours avait trait à des dimensions importantes de la politique étrangère russe, s'éloigner de la doctrine officielle devenait un réel enjeu. La validité de sources occidentales sérieuses (*think tanks* réputés, qu'ils soient européens ou américains) était rapidement remise en question par le corps enseignant, à mon sens par crainte des conséquences potentielles sur les trajectoires professionnelles au sein de l'institution. Certaines sources occidentales étaient habilement intégrées dans nos corpus de lectures obligatoires, pour prétendre à un semblant de diversité documentaire : parmi ces lectures, on trouvait par exemple le nom de **John Mearsheimer**, chercheur américain dont la thèse centrale est que l'Occident est seul responsable de l'agression russe en Ukraine.

La critique existait néanmoins parmi le corps enseignant, mais toujours voilée, jamais explicite. Les professeurs de langue russe, face à de petits groupes composés exclusivement d'étudiants étrangers, s'autorisaient des propos génériques sur la folie de l'impérialisme russe, mais toujours par le truchement de circonlocutions suffisamment vagues pour pouvoir être interprétées de plusieurs manières. À l'inverse, les cours magistraux en amphithéâtre donnaient fréquemment lieu à des joutes verbales entre professeurs et étudiants « occidentaux », dont j'explique rétrospectivement l'intensité par un besoin du corps professoral de réprimer publiquement les propos trop critiques des étudiants lors de ces séances : la loyauté institutionnelle devait explicitement être arborée, afin d'éviter tout potentiel malentendu.

Pourquoi ces esclandres ? Dans les amphithéâtres du MGIMO, on apprenait que l'UE était une instance « autoritaire » (sans le moindre doute devenue depuis « fasciste¹⁴ ») asservissant ses États membres. Je me rappelle précisément de professeurs prêchant devant des centaines d'étudiants, alors que nous étions en plein Brexit, que l'UE était incapable de laisser partir librement les pays souhaitant la quitter, préférant les humilier et rendre volontairement plus douloureuse leur sortie des traités, contrairement à l'URSS qui, quant à elle, pleine de bénévolence, avait su accompagner paisiblement ses entités vers leur indépendance¹⁵. Dans les amphithéâtres du MGIMO, on faisait donc bien peu de cas non seulement des interventions de l'armée soviétique en Géorgie et en Lituanie à la veille de la chute de l'URSS, mais également – plus largement – de la répression sanglante des velléités d'autonomie des membres du Pacte de Varsovie¹⁶.

Je me souviens également d'un cours dédié intégralement à nous faire la démonstration, pendant plus d'une heure, que la Russie ne pouvait de toute évidence pas être responsable de la destruction

du vol MH17¹⁷ : conditions météorologiques ayant causé l'accident, *fake news* ukrainiennes, etc. Tout était bon à prendre : à la sortie de ce cours, nous avions une bonne dizaine de thèses complotistes parmi lesquelles piocher pour briller lors de nos dîners mondains, de retour en Europe.

Un combat idéologique clair se jouait donc lors de ces cours magistraux de théorie des relations internationales, dispensés à des parterres abasourdis d'étudiants européens se demandant, pour beaucoup, quelle route avait bien pu les mener à Moscou. D'autres, au contraire, bien que minoritaires, n'étaient pas là par hasard : eurosceptiques convaincus, militants d'extrême droite assumés, parfois ouvertement négationnistes, expliquant à qui voulait l'entendre que Maïdan était un complot de la CIA¹⁸.

Comment s'est progressivement forgée, au sommet de l'État russe et de ses institutions, cette idéologie de confrontation avec « l'Occident collectif » ? Dans les cercles stratégiques russes, une idée revient fréquemment : celle selon laquelle l'Occident ne respecterait ses propres principes que lorsqu'ils servent ses intérêts de puissance.

À ce sujet, je retiens de ces mois passés au MGIMO une scène marquante : l'introduction d'un cours de pensée stratégique et de prospective donné par Andreï Bezrukov, figure singulière du paysage intellectuel russe contemporain¹⁹. Ce jour-là, pour introduire la notion de « signalement stratégique », Bezrukov projetait l'image devenue célèbre de Colin Powell à la tribune du Conseil de sécurité des Nations unies en février 2003, agitant l'emblématique petit flacon censé démontrer la détention d'armes de destruction massive par l'Irak de Saddam Hussein²⁰. Derrière cette anecdote pédagogique se révélait en réalité quelque chose de plus profond : la matrice intellectuelle russe contemporaine n'a pas seulement perçu l'intervention américaine en Irak comme un mensonge, mais comme la preuve fondatrice que les principes libéraux invoqués par l'Occident – droit international, multilatéralisme, souveraineté des nations – pouvaient être suspendus dès lors qu'ils contredisaient ses intérêts.

Avec le recul, je pense aujourd'hui que – dans cet auditoire hétéroclite rempli d'étudiants russes, européens et américains – tous n'assistaient pas à la même conférence. Pour nous, ressortissants de l'UE, l'épisode Powell relevait avant tout d'une responsabilité américaine, nettement distincte des intérêts européens. Pour les étudiants américains, sans doute s'agissait-il là d'un exemple de théorie des relations internationales auquel on eût pu substituer un autre. Pour les étudiants russes du MGIMO, en revanche, ces quelques minutes constituaient la preuve définitive que les normes libérales internationales n'étaient elles-mêmes que des instruments de puissance.

En creux, à cet instant, toute une génération de stratèges russes tirait donc une conclusion simple des interventions militaires occidentales du début du XXI^e siècle : si les règles sont instrumentalisées par ceux-là mêmes qui les ont écrites, alors la Russie n'a plus de raison morale ou stratégique de s'y soumettre unilatéralement²¹.

Cette lecture russe de l'« hypocrisie occidentale » ne se limite pas à l'intervention américaine en Irak. Dans les cercles stratégiques russes, les interventions militaires occidentales en Yougoslavie²², puis en Libye en 2011, sont fréquemment interprétées au prisme de cette même grille de lecture : celle d'un usage sélectif du droit international par les puissances occidentales, mobilisant tour à tour les principes humanitaires, démocratiques ou multilatéraux pour justifier des opérations de changement de régime conformes à leurs intérêts stratégiques²³.

Il ne s'agit pas ici de trancher ces débats historiquement complexes, mais de les repositionner en tant que jalons critiques de la pensée stratégique russe contemporaine, afin d'expliquer pourquoi l'Europe est de fait associée à cet « Occident collectif » accusé d'appliquer des règles internationales à géométrie variable. Cette perspective explique également l'opposition quasi systématique de Moscou aux initiatives occidentales au Conseil de sécurité des Nations unies concernant la Syrie à partir de 2011, par crainte qu'un mandat limité ne serve à nouveau de prélude à une stratégie de changement de régime à rebours des intérêts russes²⁴.

La défiance stratégique de la Russie vis-à-vis de l'Europe s'est donc longuement sédimentée, au fil de ces épisodes, pour aboutir à une doctrine diplomatique structurée et offensive, et désormais distillée depuis plus de dix ans à toute la classe diplomatique en devenir du pays. Depuis 2014, et bien plus encore à partir de 2022, cette lecture de la géopolitique contemporaine s'est traduite de manière agressive et opportuniste en Ukraine, perçue comme la monnaie de sa pièce rendue à l'Occident et catalysant l'essor du néo-impérialisme poutinien.

Désigner son ennemi

De quelle Russie parlons-nous ? Comme le dépeint Elsa Vidal dans *Que pensent les Russes ?*, il serait bien entendu erroné de considérer la Russie contemporaine comme un bloc politique et idéologique homogène. Le MGIMO, en tant qu'institution, ne se confond en aucun cas avec la société russe et n'est certainement pas le reflet de ses opinions plurielles et complexes. Derrière l'apparente unité produite par le régime, coexistent plusieurs « Russie » : une Russie libérale, urbaine et occidentalisée, largement marginalisée ou partiellement poussée à l'exil depuis 2022 ; une Russie nostalgique de la stabilité soviétique ; une Russie impériale et revancharde structurée autour du récit de la puissance retrouvée de Poutine ; mais aussi, et surtout, un vaste « parti du

silence », composé d'individus davantage mus par l'adaptation, la prudence ou la lassitude que par une adhésion idéologique pleine et entière aux narratifs du pouvoir. Cette fragmentation sociale et politique invite bien entendu à distinguer avec précaution la doctrine produite par de larges pans des élites stratégiques russes des représentations effectives de l'ensemble de la société.

Cependant, face aux ambiguïtés d'une doctrine russe désormais résolument réaliste dans sa pratique, il apparaît difficile de maintenir une posture d'équilibre ou de relativisation. L'analyse récemment proposée par l'historien Stéphane Audouin-Rouzeau invite précisément à rompre avec ces hésitations²⁵ : en replaçant la guerre en Ukraine dans une histoire longue de la violence politique et des conflits existentiels, elle souligne l'urgence d'une lecture lucide, débarrassée des illusions diplomatiques. À cet égard, le débat qui opposa Alain à Raymond Aron à la veille de la Seconde Guerre mondiale résonne aujourd'hui avec une acuité particulière²⁶. Se ranger aujourd'hui derrière la grille d'analyse d'Audouin-Rouzeau ne revient pas à céder à une quelconque fascination pour la force, mais à reconnaître que certaines configurations historiques exigent de nommer clairement la nature du conflit en cours – et d'en tirer les conséquences politiques.

La situation actuelle ne procède pas d'un malentendu conjoncturel, mais s'est construite dans le temps long, au fil de plus d'un quart de siècle de consolidation du pouvoir par Vladimir Poutine. Dans ce contexte, croire que l'hostilité désormais structurelle de la Russie à l'égard de l'Europe pourrait se dissiper à court terme tient moins de l'analyse que de l'illusion – sinon du renoncement.

La Russie de Vladimir Poutine désigne son ennemi²⁷ : et nous, où en sommes-nous ?

Crédit photo : *Foma* at *Polish Wikipedia*.

1. Romain Keppenne est diplômé d'HEC et de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO). Il travaille actuellement pour Release by Scatec, un développeur de projets d'énergie renouvelable focalisé sur l'Afrique subsaharienne.
2. Le 28 janvier dernier, alors même que la Russie poursuivait ses **frappes contre des cibles civiles en Ukraine**, **Jean-Luc Mélenchon** appelait à réintégrer la Russie dans « le concert européen » et à rouvrir le gazoduc *Nord Stream*, au nom du refus d'une nouvelle dépendance européenne aux imports de GNL américain. À l'autre bout du spectre politique, le 11 février 2026, **Jordan Bardella** votait contre le prêt de soutien à l'Ukraine de 90 milliards d'euros au Parlement européen, sur la même ligne pro-russe que son allié hongrois désormais déchu, Viktor Orbán, tout en se défendant néanmoins de tout lâchage de l'Ukraine.
3. Le sommet de l'OTAN à Bucarest, en 2008, à l'issue duquel le **communiqué officiel de l'alliance atlantique** validait le statut de candidat à l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine, aurait provoqué l'agression russe de la Géorgie en août 2008 et de l'Ukraine en février 2014.
4. « La Roumanie prend conscience de sa vulnérabilité face aux drones russes : "Nous sommes théoriquement dans un pays en paix et cela ne devrait pas arriver" », *Le Monde*, 3 juin 2026.
5. À la suite de l'interdiction des activités du relais de propagande russe RT en Europe, le *Journal du dimanche* s'y est, de

- facto, substitué, devenant la plateforme officielle de Xenia Fedorova. La propagandiste russe, ancienne directrice de RT France, dépeint sans nuance ni contradiction dans chacune de ses chroniques une Europe belliqueuse, principale responsable de la guerre en Ukraine, sous les atours des narratifs les plus classiques du Kremlin. Voir par exemple : Xenia Fedorova, « L'Europe face à l'ennemi qu'elle construit », *Le Journal du dimanche*, 15 avril 2026.
6. Il est pour le moins paradoxal qu'Arnaud Lagardère invoque le « respect des deux belligérants » pour défendre Xenia Fedorova alors que cette dernière s'est illustrée, lorsqu'elle dirigeait RT France, par la reprise de plusieurs éléments de langage du Kremlin, qualifiant notamment l'invasion de l'Ukraine de « simple opération militaire spéciale » et contestant le caractère même de l'agression russe. Voir Xenia Fedorova, « Défendre la liberté d'expression, surtout lorsqu'elle dérange », *Le Journal du dimanche*, 31 mai 2025.
 7. De plus en plus systématiquement restreint à la seule Union européenne depuis le début du second mandat de Donald Trump – bien que le récent soutien russe à l'Iran face à l'intervention militaire israélo-américaine contre Téhéran soit potentiellement de nature à redéfinir rapidement les termes de la diplomatie russe vis-à-vis des États-Unis, dans un état d'équilibre instable.
 8. Pour se faire une idée de cette transformation et de cette radicalisation de la propagande au sein de l'institution académique, on peut par exemple se référer à la communication officielle du MGIMO au lendemain du démarrage de « l'opération militaire spéciale » : *Over 74% of Russian citizens support military operation*, 2022.
 9. On trouve toutes sortes de petits bibelots et biens de grande consommation, partout en Russie, à la gloire des combattants de la Grande Guerre patriotique. Allant m'équiper à mon arrivée à Moscou dans le supermarché le plus proche de ma chambre d'étudiant, à proximité du campus du MGIMO, la tasse la moins chère trouvée dans les rayons représentait un petit monument aux morts soviétiques de la Grande Guerre patriotique, arborant une grande étoile rouge sertie de dorures.
 10. Le Pacte germano-soviétique, ou pacte Ribbentrop-Molotov, est un accord diplomatique signé le 23 août 1939 à Moscou par les ministres des Affaires étrangères allemand, Joachim von Ribbentrop, et soviétique, Viatcheslav Molotov, en présence de Joseph Staline. Outre un engagement de neutralité en cas de conflit entre l'une des deux parties et les puissances occidentales, le Pacte germano-soviétique comportait un protocole secret, qui délimitait pour chaque signataire une sphère d'influence, et dont la mise en œuvre se traduira par l'invasion conjointe, l'occupation et l'annexion de certains États ou territoires (Pologne, Finlande, pays baltes, Bessarabie).
 11. Sur l'ambiguïté persistante de la figure de Joseph Staline dans la Russie contemporaine, la lecture de *La fin de l'Homme rouge* de Svetlana Alexeïevitch est essentielle. À travers une polyphonie de témoignages recueillis après la chute de l'URSS, l'ouvrage met en évidence une mémoire profondément ambivalente, où coexistent nostalgie de la puissance soviétique, justification morale du sacrifice collectif et conscience diffuse des violences du régime. Cette difficulté à dissocier bourreaux et victimes, ainsi que la persistance d'une admiration partielle pour Staline – y compris parmi les jeunes générations –, révèle combien son héritage demeure à la fois intériorisé, contesté et réinterprété dans la Russie contemporaine.
 12. L'Anschluss est, en allemand, l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie en mars 1938.
 13. Le référendum du 16 mars 2014 en Crimée est un référendum d'autodétermination organisé par la Russie et portant sur le rattachement de la péninsule de Crimée à la Fédération de Russie. Il a lieu au lendemain de la destitution du président ukrainien Viktor Ianoukovytch, le 22 février 2014, dans le cadre des manifestations Euromaïdan ayant débuté en novembre 2013 à la suite du soudain refus de Ianoukovytch de signer l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA), au profit d'un accord de partenariat économique avec la Russie. La présence militaire russe en Crimée est amplement documentée, et la communauté internationale ne reconnaît pas la validité du référendum. En avril 2014, la guerre démarre dans le Donbass, une fois encore avec l'implication directe de l'armée russe.
 14. Se référer notamment aux édifiantes publications des Services des renseignements extérieurs de la Fédération de Russie (SVR) en la matière, pour prendre l'ampleur de la banalisation de ce discours au sein des administrations russes : « Imagined common enemies Russia's Foreign Intelligence Service dreams of an alliance with Washington against 'Eurofascism' », *Meduza*, 19 avril 2025 ; *Service des renseignements extérieurs de la fédération de Russie*, [??????????, ??? ? 80 ??? ????? – ????? ???? ????? ? ???????????, 16 avril 2025](#).

15. Il est historiquement inexact de considérer que l'Union soviétique se serait contentée d'accompagner paisiblement l'émancipation de ses républiques constitutives : la phase terminale de la dissolution de l'URSS fut marquée par plusieurs épisodes de répression et d'intervention militaire, notamment à Tbilissi en 1989 et à Vilnius en janvier 1991, ainsi que par des conflits violents dans plusieurs périphéries soviétiques. Si l'effondrement final de l'URSS en décembre 1991 ne déboucha pas sur une répression généralisée, cela tient davantage à l'affaiblissement du pouvoir central soviétique qu'à une acceptation pleinement volontaire des indépendances nationales.
16. Les tentatives d'autonomisation politique au sein du bloc soviétique se heurtèrent régulièrement à la menace ou à l'usage direct de la force par l'Union soviétique : la Révolution hongroise de 1956, qui réclamait notamment la sortie de la Hongrie du Pacte de Varsovie, fut écrasée militairement par l'Armée rouge, tandis que le Printemps de Prague – tentative de « socialisme à visage humain » menée en Tchécoslovaquie sous Alexander Dubček – fut interrompu par l'intervention des forces du Pacte de Varsovie en août 1968. Ces épisodes illustrent la souveraineté très relative des États satellites de Moscou durant la guerre froide.
17. Le 17 juillet 2014, un Boeing 777 opéré par KLM, reliant Amsterdam à Kuala Lumpur, a été abattu par un missile sol-air BUK de fabrication russe au-dessus du territoire aux mains des séparatistes prorusses du Donbass, tuant 298 personnes. Les enquêtes internationales ont depuis établi la responsabilité de la Russie dans le drame : « MH17 abattu en Ukraine : la Russie responsable, selon l'agence de l'ONU pour l'aviation », *Le Monde* avec AFP, 13 mai 2025.
18. La Révolution de Maïdan – également appelée « Euromaïdan » – désigne le mouvement de contestation déclenché en Ukraine à partir de novembre 2013 après la décision du président Viktor Ianoukovytch de suspendre la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne au profit d'un rapprochement avec la Russie. Centré autour de la place Maïdan à Kyiv, le mouvement mêla aspirations démocratiques, rejet de la corruption et volonté de rapprochement européen, avant de conduire à la fuite d'Ianoukovytch en février 2014 dans un contexte de violents affrontements. Si les États-Unis et plusieurs acteurs occidentaux soutenaient politiquement et financièrement certaines organisations de la société civile ukrainienne, aucune preuve historique solide ne permet d'affirmer que la CIA aurait orchestré le soulèvement, comme l'affirme régulièrement le narratif officiel russe.
19. **Andreï Bezrukov** est un ancien officier du renseignement extérieur russe (SVR) ayant opéré pendant plusieurs années aux États-Unis sous une fausse identité dans le cadre du programme des « illégaux ». Arrêté en 2010 puis échangé contre des agents occidentaux détenus par Moscou, il s'est depuis reconverti en universitaire et analyste stratégique, enseignant notamment au MGIMO.
20. Le 5 février 2003, Colin Powell présente devant le Conseil de sécurité des Nations unies une série d'éléments censés démontrer la détention par l'Irak d'armes de destruction massive, allant jusqu'à exhiber un petit flacon symbolisant les risques liés à des agents biologiques. Ces affirmations, utilisées pour justifier l'intervention militaire américaine de mars 2003, furent par la suite largement discréditées par les enquêtes menées après la chute du régime de Saddam Hussein, aucun programme actif d'armes de destruction massive n'ayant été découvert.
21. Toute l'ambiguïté de cette pensée se cristallise parfaitement dans la posture intellectuelle du conseiller du Kremlin Sergueï Karaganov qui, dans ses écrits, dépeint la Russie à la fois comme, d'une part, le héraut d'un nouvel ordre international post-colonial et multipolaire, véritablement garant des valeurs libérales hypocritement défendues par l'Occident, et, d'autre part, comme une puissance réaliste, dotée de l'arme nucléaire et devant faire des frappes préemptives contre l'UE pour s'imposer par la force.
22. L'intervention de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie durant la guerre du Kosovo en 1999 fut menée sans autorisation explicite du Conseil de sécurité des Nations unies, la Russie menaçant d'y opposer son veto. Présentée par les puissances occidentales comme une intervention humanitaire destinée à mettre fin aux violences contre les populations albanaises du Kosovo, cette opération est restée dans la mémoire stratégique russe comme un précédent majeur d'usage de la force en dehors du cadre onusien classique, contribuant durablement à la défiance russe envers les doctrines occidentales d'intervention humanitaire.
23. L'intervention occidentale en Libye en 2011 fut initialement autorisée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée sans veto russe et destinée à protéger les populations civiles dans le contexte de la répression menée par le régime de Mouammar Kadhafi. Dans la mémoire stratégique russe, cette intervention est toutefois perçue comme un précédent majeur de « détournement » d'un mandat humanitaire vers un objectif implicite de changement de

- régime, l'opération conduite par la France, le Royaume-Uni, les États-Unis puis l'OTAN ayant finalement contribué à la chute du pouvoir libyen.
24. À partir de 2011, au lendemain des Printemps arabes, la Syrie sombre dans une guerre civile à la suite de la répression des manifestations hostiles au régime de Bachar el-Assad. Marquée par l'implication progressive de multiples acteurs régionaux et internationaux, ainsi que par l'essor de groupes djihadistes comme État islamique, la guerre syrienne devient rapidement un point majeur de blocage diplomatique entre la Russie et les puissances occidentales au Conseil de sécurité des Nations unies.
 25. « Vladimir Poutine nous désigne comme l'ennemi et nous ne voulons pas l'admettre », dans Stéphane Audouin-Rouzeau, *Notre déni de guerre*, Paris, Seuil, 2026.
 26. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, Raymond Aron prit progressivement ses distances avec le pacifisme radical de son ancien maître Alain, dont il avait pourtant profondément subi l'influence intellectuelle durant ses années de formation. Marqué par le traumatisme de la Première Guerre mondiale, Alain défendait un refus presque absolu de la guerre, considérant que les peuples étaient systématiquement entraînés dans les conflits par les États, les appareils militaires et les passions nationalistes. Aron, confronté à la montée du nazisme dans les années 1930 et à son séjour en Allemagne, en vint au contraire à considérer qu'un pacifisme demeuré aveugle à la nature totalitaire et expansionniste du régime hitlérien risquait paradoxalement de préparer une guerre plus grave encore. Il revient explicitement sur cette rupture intellectuelle dans *Mémoires : cinquante ans de réflexion politique* (Julliard, 1993) ainsi que dans *Le spectateur engagé* (Julliard, 1981), où il décrit son passage d'un pacifisme moral hérité d'Alain à une forme de « réalisme tragique » fondée sur la reconnaissance des rapports de force et de la conflictualité internationale. Cette opposition est devenue l'un des clivages intellectuels majeurs de la pensée politique française des années 1930 entre pacifisme de principe et lucidité stratégique face aux totalitarismes.
 27. « Vladimir Poutine nous désigne comme l'ennemi et nous ne voulons pas l'admettre », Stéphane Audouin-Rouzeau, *Notre déni de guerre*, op. cit.